



Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme,
sur l'élaboration du PLU de Saint-Geniès-de-Malgoirès (30)**

n°saisine 2019-7329
n°MRAe_2019DKO122

La mission régionale d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-8, R.104-16, R.104-21 et R.104-28 à R.104-33 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016 et du 19 décembre 2016 portant nomination des membres des MRAe ;

Vu la convention signée entre le président de la MRAe et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie ;

Vu la délibération n°2018-01 de la MRAe, en date du 18 janvier 2016, portant délégation à Philippe Guillard, président de la MRAe, et à Bernard Abrial, membre de la MRAe, pour prendre les décisions faisant suite à une demande d'examen au cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas :

- **relative à l'élaboration du PLU de la commune de Saint-Geniès-de-Malgoirès ;**
- **déposée par la commune ;**
- **reçue le 22 mars 2019 ;**
- **n°2019-7329 ;**

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 25 mars 2019 ;

Au vu des éléments transmis :

Considérant que la commune de Saint-Geniès-de-Malgoirès (2 991 habitants en 2016 – source INSEE) élabore son PLU afin de maîtriser l'évolution de l'environnement, du paysage et le devenir du patrimoine communal, maîtriser et prévenir les risques, maîtriser le développement urbain et conforter les secteurs économiques de la commune ;

Considérant l'objectif démographique de la commune, de 3 560 habitants à l'horizon 2035, représentant la création de 245 logements supplémentaires ;

Considérant que cette élaboration intègre :

- une capacité de densification du bourg évaluée à 9,2 ha dans la tache urbaine dont 2,2 ha à destination d'activités, soit 80 logements avec une densité de l'ordre de 12 à 15 logements/ha ;
- l'ouverture à l'urbanisation à court et moyen terme de deux zones 1AU et de deux zones 2AU représentant au total une superficie de 7,5 ha, dans lesquelles des opérations d'aménagement et de programmation sont prévues avec notamment une réflexion sur l'interface entre espaces agricoles et urbanisés ;

Considérant la localisation des zones impactées par le projet d'urbanisation :

- en continuité du bâti existant ;
- en dehors des zones à risques définies par le plan de prévention des risques inondations « Gardon amont » et avec mise en place de zones de francs bords non constructibles autour des cours d'eau et ruisseaux non permanents ;
- dans les secteurs les moins vulnérables vis-à-vis du risque feux de forêt avec aménagement d'espaces tampons entre espaces boisés et urbanisés ;

Considérant le rattachement envisagé des habitations futures au réseau d'assainissement collectif, et l'engagement de la commune à actualiser son schéma d'assainissement, lequel portera aussi sur la gestion des eaux pluviales afin de maîtriser les phénomènes de ruissellement ;

Considérant en conclusion qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

Décide

Article 1^{er}

Le projet d'élaboration du PLU de Saint-Geniès-de-Malgoirès, objet de la demande n°**2019-7329**, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale d'Occitanie (MRAe) : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr et sur le Système d'information du développement durable et de l'environnement (SIDE) : <http://www.side.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Marseille, le 15 mai 2019

Le président de la mission régionale
d'autorité environnementale,
Philippe Guillard



Voies et délais de recours contre une décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Le président de la MRAe Occitanie
DREAL Occitanie
Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale
1 rue de la Cité administrative Bât G
CS 80002 - 31074 Toulouse Cedex 9

Recours hiérarchique : (Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Madame la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer
Tour Séquoia
92055 La Défense Cedex

Recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

Tribunal administratif de Montpellier
6 rue Pitot
34000 Montpellier

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice

d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.